

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 Nantes

Nantes, le 23 juin 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOC FRANCAISE DONGES-METZ-Parc B

47 avenue Franklin Roosevelt
77210 Avon

Références : N2-2025-627

Code AIOT : 0100022209

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2025 dans l'établissement SOC FRANCAISE DONGES-METZ-Parc B implanté CAMP DE SEM B 44480 DONGES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée suite à la déclaration d'un incident.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOC FRANCAISE DONGES-METZ-Parc B
- CAMP DE SEM B 44480 DONGES
- Code AIOT : 0100022209
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société SFDM exploite un dépôt pétrolier (parc B).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Application de l'arrêté ministériel du 20/06/2023	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R-512-69	Sans objet
2	Application de l'arrêté ministériel du 20/06/2023	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le déclenchement intempestif de la défense contre l'incendie n'a pas eu d'impact sur l'environnement. L'incident a été rapidement maîtrisé. Le mélange eau+émulseur et les eaux de lavage contenant des PFAS ont été intégralement confinées et pompées avant traitement dans une filière adaptée (à déterminer par l'exploitant). Sur site, aucune trace de l'incident n'est visible.

2-4) *Fiches de constats*

N° 1 : Application de l'arrêté ministériel du 20/06/2023

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R-512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rejets aqueux et PFAS
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>Par lettre du 23/05/2025 doublée d'un appel téléphonique, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées du déclenchement intempestif, le 20/05/2025 à 16h34, de la défense contre l'incendie dans les fosses de la gare racleur basse pression. L'incident a été stoppé rapidement. Aucune fuite d'hydrocarbure n'est à l'origine de ce déclenchement. Il est dû à une erreur humaine lors d'opérations préparatoires dans la rétention. Aucun rejet du mélange eau+émulseur dans le milieu naturel n'a été signalé. L'ensemble a été contenu dans la rétention. Le séparateur d'hydrocarbures 5 ppm n'a pas été impacté. 1350 litres d'émulseur ont été consommés. L'exploitant estime à environ 50 m³ le volume de mélange eau+émulseur dans la rétention et dans le réseau. L'exploitant a pompé ce volume pour le stocker dans deux cuves mobiles (2x60 m³). Il a procédé au nettoyage de la rétention et des réseaux. Les eaux de lavage ont été pompées et stockées dans les cuves mobiles.</p> <p>L'exploitant a demandé à Eurofins un devis pour l'analyse du mélange collecté dans les cuves mobiles. Ce devis prévoit la recherche d'une cinquantaine de molécules PFAS. Le pack analytique envisagé comprend les 7 PFAS spécifiques de l'action nationale émulseur (6:2 FTAB, 6:2 FTS, 8:2 FTS, 4:2 FTS, PFOSA, MePFOSA, MeFOSE) + AOF.</p> <p>L'exploitant recherche un centre de traitement agréé pour le traitement de ces déchets.</p> <p>L'exploitant s'engage à ne pas traiter sur site ce déchet.</p> <p>Sur site, il a été constaté la présence des deux cuves mobiles. La rétention ne présente plus aucune trace de l'incident.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit transmettre un rapport d'incident (au format notification BARPI).</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que le programme analytique engagé afin de caractériser le déchet est</p>

cohérent avec la composition des émulseurs. Il indiquera les PFAS présents dans l'émulseur et confirmera que chaque PFAS a été recherché.

L'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) est à inclure dans les analyses commandées à Eurofins.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Application de l'arrêté ministériel du 20/06/2023

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux et PFAS

Prescription contrôlée :

I. Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713.

Il s'applique également à tout exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non mentionnée ci-dessus et utilisant, produisant, traitant ou rejetant des substances per- ou polyfluoroalkylées.

II. Au sens du présent arrêté, on entend par :

- rejets aqueux : effluents issus de l'activité industrielle du site rejetés directement ou indirectement vers le milieu naturel, et rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;
- substances PFAS (substances per- ou polyfluoroalkylées) : toute substance qui contient au moins un atome de carbone méthyle complètement fluoré (CF₃-) ou méthylène (-CF₂-), sans aucun atome H/Cl/Br/I lié.

Constats :

L'évènement décrit au point de contrôle précédent est susceptible de rendre applicable au site l'arrêté ministériel du 20/06/2023 en raison de l'utilisation d'émulseur contenant des PFAS. La note d'application de cet arrêté du 20/02/2024 précise que les opérations très occasionnelles, telles que l'utilisation de mousses ignifuges lors d'un incendie, pouvant éventuellement générer des rejets aqueux susceptibles de contenir des PFAS ne justifient pas la mise en œuvre des campagnes d'analyses.

Considérant

- la note d'application du 20/02/2024,
- le confinement puis le pompage du mélange eau+émulseur,
- le nettoyage de la rétention et le pompage des eaux de lavage,
- l'absence de rejet dans l'environnement occasionné par cet incident,
- le volume d'eau souillée limité,

L'inspection des installations classées estime que cet incident ne justifie pas la mise en œuvre des campagnes d'analyses visées par l'AM du 20/06/2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit démontrer que le nettoyage de la rétention a été efficace. Pour cela, il est demandé de procéder à une analyse de l'eau de pluie dans la rétention lors d'un prochain épisode pluvieux. Le programme analytique devra être cohérent avec la composition de l'émulseur (cf point de contrôle n°1) et au minimum comporter la liste des composés 28 PFAS de l'AM + autres PFAS détectés dans les émulseurs et eaux de rinçage.

Type de suites proposées : Sans suite